

**24 janvier 2000**

## **Le revenu de citoyenneté comme phénomène canado-québécois au secours d'un capitalisme néolibéral qui court à sa perte malgré ses apparences de prospérité**



Le revenu de citoyenneté n'est non pas une revendication parmi d'autres mais un projet de société en soi. L'application telle quelle de la définition de Bernard et Chartrand au Québec impliquerait une redistribution de la moitié de la production nationale québécoise. Son coût brut équivaldrait à environ la totalité des dépenses gouvernementales, fédérales et québécoises, faites au Québec.

On se situe donc ici au niveau d'une révolution sociale... mais purement redistributive puisque la proposition de Bernard et Chartrand laisse complètement intacte la structure capitaliste réellement existante, c'est-à-dire la dictature néolibérale du capital financier et des transnationales. Bernard et Chartrand souhaitent que le capital renonce à ses gains, que le capital devienne une immense œuvre de charité publique. C'est, pour le capitalisme néolibéral, inacceptable... mais récupérable.

### ***Sauver le néolibéralisme de ses propres contradictions***

Le néolibéralisme ayant atrophié le pouvoir d'achat des masses et ayant exacerbé « la course salariale et fiscale vers le fond du baril », les immenses surplus capitalistes (profits, intérêts, hauts salaires) ne savent que s'engouffrer dans la spéculation par manque d'investissements rentables ou de ponctions fiscales. Par conséquent, pour éviter la crise, le système carbure grâce à l'endettement généralisé, qui fut d'abord public et qui devient de plus en plus privé.

Les capitalistes perspicaces — comme Charles Sirois — comprennent qu'on va à la catastrophe, quoique disent les chantres de la « nouvelle économie » aveuglés par l'envolée boursière des valeurs Internet qui, avec la solidité virtuelle d'une pyramide renversée, soutient l'endettement privé américain qui à son tour soutient l'endettement mondial.

Ces capitalistes « éclairés » soutiennent les nouveaux programmes de « réduction de la pauvreté » de la Banque mondiale et dorénavant du FMI, débarrassé de l'ineffable Camdessus ; les politiques fiscales pleines de mansuétude envers les enfants du gouvernement fédéral ; et « l'économie sociale » du gouvernement québécois. Ils ont compris qu'une gestion sociale bon marché et sans soubresauts du néolibéralisme exige un « capitalisme à visage humain » que de toute façon l'actuelle phase de prospérité du cycle d'affaires permet de financer sans problème.

Certes, dans ce contexte, le revenu de citoyenneté fait encore avant-garde et reste inacceptable dans sa version maximum à la Bernard-Chartrand.

Pour Charles Sirois et cie, une version modérée du revenu de citoyenneté, redéfini comme un minimum vital, comporte plusieurs avantages que n'ont pas les programmes visant spécifiquement les exclu-e-s et leurs enfants. C'est d'abord un retour à l'universalité qu'avaient détruite les politiques néolibérales. Un programme universel donne une base socio-économique à la démocratie néolibérale et de la chaire à la citoyenneté néolibérale. Politiquement parlant, il n'y aurait plus de société coupée en deux mais un seul collectif de citoyens et citoyennes dont l'État néolibéral « à visage humain » serait le garant.

Mais ce nouveau programme universel serait de type nouveau. Non seulement serait-il compatible avec le néolibéralisme, mais il le renforcerait. D'abord il ne découragerait pas la participation au marché du travail. Au contraire il stimulerait le travail à bas salaire.

Le revenu de citoyenneté étant trop bas pour vivre décemment, il faudrait quand même travailler. Par contre, la participation au marché du travail ne supprimant pas le revenu de citoyenneté — quand même imposable — il encouragerait les bas salaires sous prétexte que les gens disposeraient d'un revenu supplémentaire pour joindre les deux bouts. Le revenu de citoyenneté viendrait donc au secours de la compétitivité salariale. On est ici proche d'un programme de travail obligatoire mais opérant par la coercition du marché et non par la coercition de l'État. Ce qui n'interdit pas cette dernière d'opérer, au besoin.

Le revenu de citoyenneté ne renforcerait pas seulement le marché du travail en augmentant l'offre de travail à bon marché, mais il renforcerait aussi celui des produits et services. Ce chèque mensuel automatique devrait être dépensé sur le marché privé, sauf pour les gens riches et relativement riches qui pourraient épargner sa partie non imposable. En période de prospérité, cela n'a peut-être pas une grande importance, mais en cas de crise ce soutien automatique au marché vaudrait son pesant d'or. Ainsi la demande, en particulier celle des produits de base, éviterait l'effondrement catastrophique que laissent entrevoir les coupures dues à la politique du déficit zéro.

Par exemple, les exclu-e-s pourraient continuer à payer leur facture de téléphone, peut-être d'Internet, ce qui serait bon pour les affaires de Charles Sirois. Voilà qui renforce le néolibéralisme, très vulnérable aux crises mais aussi dépourvu quant à la nécessité de maintenir, par le marché et non sous forme de service public gratuit, l'universalité du réseau de communications nécessaire à sa pleine valorisation. Par exemple, un réseau de téléphonie, bientôt d'Internet à large bande, inaccessible à une grande partie de la population perdrait une partie de sa valeur pour les autres qui y ont accès.

Le revenu de citoyenneté soutiendrait aussi l'accumulation du capital en aidant à ouvrir de nouveaux marchés pour des besoins jusqu'ici satisfaits par les services publics. Le financement public du revenu de citoyenneté, même très modeste, serait très onéreux. Par exemple, le coût brut d'un revenu de citoyenneté à 5 000 \$ — ce à quoi pense Charles Sirois — équivaldrait au budget total du gouvernement du Québec. Il faudrait donc négliger sinon laisser tomber les services publics et peut-être même les actuels programmes sociaux.

Impossible, en tout cas, de réinvestir massivement dans les dépenses sociales drôlement charcutées par la politique du déficit zéro que prolonge l'actuelle politique de la baisse des impôts. Cela signifie donc une privatisation plus ou moins rapide des services de santé et d'éducation et du réseau routier et de transport public. Voilà un autre renforcement du néolibéralisme qui doit résoudre son problème de débouchés rentables afin de se sortir du cul-de-sac de la spirale spéculative. Quant aux citoyens et citoyennes, quand ils seront malades ou voudront une éducation de qualité, ils pourront se servir de leur revenu de citoyenneté !

### ***Une solution de désespoir***

On peut se demander pourquoi la proposition d'un revenu de citoyenneté a tant de popularité auprès d'un segment non négligeable des classes ouvrière et populaire du Québec, en particulier chez les exclu-e-s. La réponse se trouve du côté de l'attaque brutale du déficit zéro depuis 1993-94, de la social-libéralisation de la social-démocratie et du nationalisme populiste péquiste et de la force résiduaire du social-christianisme de la société québécoise.

La politique du déficit zéro fédéraliste des années 90 fut sans précédent dans le monde impérialiste. Dans les années 1990, le Canada a été le pays du G-7 (É.U., Japon, Allemagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Canada) qui a appliqué avec le plus de brutalité cette politique de coupures : de *moins* 8% du PIB en 1992, l'ensemble des déficits publics du Canada passeront à *plus* 2% en l'an 2000 alors que la moyenne du G-7, Canada compris, passera de *moins* 4% à *moins* 2%.

Cette politique a produit de l'exclusion à la pelle, surtout chez les femmes et les jeunes, tout en réduisant à la misère et en condamnant à la précarité la majorité

des exclu-e-s. Cette marginalisation a d'autant plus été désespérante et enrageante qu'elle a été envenimée par l'enrichissement spéculatif des privilégiés et par la satisfaction béate des « classes moyennes » illusionnées par une prospérité reposant sur une montagne de dettes et sur le tout-à-l'exportation vers les ÉU. Pourtant la prospérité américaine carbure elle aussi grâce à l'endettement mondial sans précédent des ÉU sans qu'ils ne doivent en assumer les frais sous forme flambés inflationniste ou de taux d'intérêt élevé, grâce à leur hégémonisme mondial. Faut-il s'étonner alors de la rage et du désarroi des bénéficiaires de l'assistance sociale, des sans travail et de pas mal de jeunes et de femmes ?

Historiquement, les organisations représentant les exclu-e-s auraient dû trouver des réponses du côté des partis sociaux-démocrates et, dans le cas du Québec, du Parti québécois qui se prétend social-démocrate. Au contraire, ces partis ont plutôt fait un virage néolibéral en se convertissant aux vertus du marché et en se réclamant tout au plus du social-libéralisme, c'est-à-dire d'un néolibéralisme à visage humain.

Dans le cas du Québec, le PQ a même été partie prenante de la curée du déficit zéro, faisant sienne une politique fédéraliste qui affaiblissait la capacité du peuple québécois de lutter pour l'indépendance. On a même vu un mouvement syndical qui s'est de plus en plus replié sur la défense corporative de son membership, acceptant même des clauses orphelins au détriment de ses jeunes membres et abandonnant les syndicats de femmes, téléphonistes et infirmières.

Pourtant, la soudaineté et la profondeur de l'attaque frontale du déficit zéro commandaient à la fois une radicalisation de la riposte et une solidarité de classe accrue.

Désespérées et abandonnées, les organisations des exclu-e-s vont aller chercher des réponses ailleurs. Elles se laisseront séduire d'abord par l'économie sociale qui pourtant s'alimente du démantèlement des services publics et de désyndicalisation. Peut-être était-ce là une « course nationaliste vers le fond du baril » qui s'ajoute à la course salariale et fiscale vers le même endroit ? Comme l'économie sociale n'a pas répondu aux attentes — faut-il s'en étonner — a surgi la tentation du revenu de citoyenneté.

La social-démocratie et le nationalisme ayant déçu, on revient au christianisme social d'avant la « Révolution tranquille » qui propose le grand partage entre capitalistes et prolétaires à la « Rerum novarum » et à la « Quadregesimo anno ». D'ailleurs les grands Sommets péquistes ne rappelaient-ils pas le corporatisme politique favorisé jadis par le christianisme social d'antan ?

Abandonnées par les directions syndicales et oubliées par l'aristocratie syndicale, faudrait-il faire un procès aux organisations de sans travail, de femmes et de jeunes de ne pas se référer à la tradition ouvrière de lutte pour le plein emploi sur la base de la réduction du temps de travail sans pénalité de revenu et de

satisfaction des besoins sociaux par des services publics démocratisés ? Livrées à elles-mêmes et acculées dans les marges de la « société civile », ces organisations cherchent désespérément à tâtonner une solution à leurs souffrances dans les limites du capitalisme néolibéral qui leur apparaît comme incontournable.

Mais qui profite de ce désarroi des exclu-e-s, qui profite de cette douloureuse division des classes ouvrière et populaire sinon la bourgeoisie canadienne, y compris son pendant québécois, fédéraliste jusqu'à la moelle ? Il est drôlement temps d'une campagne unitaire de tout le peuple québécois et de toute la classe ouvrière et populaire canadienne contre le mépris fédéraliste de la loi de la clarté — dont le seul but est d'envenimer une autre division douloureuse des classes ouvrière et populaire sur la base du chauvinisme canadien — et pour un ré-investissement massif de 80 milliards \$ (20 milliards \$ au niveau du Québec) dans les dépenses sociales afin de revenir au moins à la situation de 1993.

Il ne s'agit pas de faire pression sur l'État pour qu'il sauve le capitalisme néolibéral de ses propres contradictions mais de construire une alliance anticapitaliste qui ouvre le chemin d'une société démocratique de plein emploi et de temps libre créateur et libérateur.

Marc Bonhomme, 24 janvier 2000